



28 JUIN 2016

**PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

**PREFECTURE**

Direction des Collectivités Locales,  
de l'Utilité Publique et de l'Environnement  
Bureau des Installations et Travaux Réglementés  
pour la Protection des Milieux

Dossier suivi par: M.ARGUIMBAU

Tél.: 04.84.35.42.68

n° 150-2009-PPRT/7

**ARRETE**

**portant approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de  
l'établissement BUTAGAZ situé sur la commune de ROGNAC**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,  
PRÉFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.515-15 à L.515-25 et R.515-39 à R.515-50,
- VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.153-60, L.211-1, L.230-1, L.300-2,
- VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 modifiée relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
- VU l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- VU l'arrêté du 26 mai 2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement,
- VU les arrêtés préfectoraux autorisant l'exploitation régulière des installations de l'établissement Butagaz implanté sur le territoire de la commune de Rognac,
- VU l'arrêté n°150-2009-PPRT/1 du 10 novembre 2009 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de la société Butagaz situé sur la commune de Rognac,
- VU les arrêtés n°150-2009-PPRT/2 du 5 mai 2011, n°150-2009-PPRT/3 du 31 octobre 2012, n° 150-2009-PPRT/4 du 17 avril 2014 et n°150-2009-PPRT/5 du 26 octobre 2015 prolongeant le délai de prescription du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT),

- VU l'arrêté préfectoral n°242-2012 CSS du 08 mars 2013 portant création de la Commission de Suivi de Site (CSS) notamment pour l'établissement Butagaz sur la commune de Rognac,
  - VU le projet de PPRT élaboré conjointement par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches du Rhône, soumis à l'avis des Personnes et Organismes Associés et présenté à l'enquête publique,
  - VU le courrier préfectoral du 15 septembre 2015 sollicitant l'avis des Personnes et Organismes Associés,
  - VU l'avis favorable de la CSS en date du 1er octobre 2015 sur le projet de PPRT de Butagaz à Rognac,
  - VU les avis des Personnes et Organismes Associés transmis en préfecture des Bouches du Rhône,
  - VU le bilan de la concertation transmis par le Préfet à l'ensemble des POA,
  - VU le dossier d'enquête publique comprenant le projet de PPRT susvisé, le bilan de la concertation ainsi que la synthèse des avis des POA,
  - VU l'arrêté préfectoral n° 150-2009-PPRT/6 du 8 février 2016 portant ouverture d'une enquête publique sur le projet de PPRT autour de l'établissement Butagaz sur le territoire des communes de Rognac et de Vitrolles,
  - VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 21 avril 2016,
  - VU le rapport conjoint en date du 9 juin 2016 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches du Rhône proposant l'approbation du PPRT dans une version de mai 2016 intégrant les diverses mises à jour fournies tout au long de l'élaboration du PPRT,
  - VU l'avis du sous-préfet d'Istres en date du 20 juin 2016,
- CONSIDERANT que l'établissement Butagaz à Rognac appartient à la liste prévue à l'article L.515-36 du code de l'environnement,
- CONSIDERANT que l'établissement Butagaz à Rognac est concerné par l'article R.515-39 du code de l'environnement,
- CONSIDERANT qu'une partie du territoire des communes de Rognac et de Vitrolles est susceptible d'être soumise aux effets de plusieurs phénomènes dangereux, générés par l'établissement Butagaz, de type thermique et de surpression, et que ces phénomènes n'ont pu être écartés pour la maîtrise de l'urbanisation selon les critères en vigueur définis au niveau national,
- CONSIDERANT que l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement précise que l'étude de dangers décrit les mesures d'ordre techniques et organisationnels propres à réduire la probabilité d'occurrence et les effets des phénomènes dangereux et d'agir sur leur cinétique,
- CONSIDERANT la nécessité de limiter l'exposition des populations aux conséquences des accidents potentiels autour du site exploité par Butagaz à Rognac par un Plan de Prévention des Risques Technologiques fixant les règles particulières en matière de construction, d'urbanisme et d'usages,
- CONSIDERANT que les observations faites tout au long de l'élaboration du PPRT et lors de l'enquête publique ne sont pas de nature à remettre en cause le projet de PPRT,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches du Rhône,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour du site de l'établissement Butagaz, implanté RN 113 sur le territoire de la commune de Rognac, annexé au présent arrêté, est approuvé.

### Article 2

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques comprend :

- **une note de présentation (mai 2016)** décrivant les installations ou stockages à l'origine du risque, la nature et les intensités de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques,
- **un plan de zonage réglementaire** faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L.515-15 et L.515-16 du code de l'environnement,
- **un règlement (mai 2016)** comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L.515-16 du code de l'environnement, ainsi que les mesures de protection des populations prévues au IV du même article,
- **un cahier de recommandations (mai 2016)** comportant des mesures non obligatoires venant compléter les mesures prescrites dans le règlement.

### Article 3

Cet arrêté ainsi que le Plan de Prévention des Risques Technologiques sont notifiés, par le Préfet des Bouches du Rhône, aux Personnes et Organismes Associés mentionnés à l'article 5 de l'arrêté préfectoral portant prescription du PPRT susvisé.

### Article 4

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône et fait l'objet, dès sa réception, d'un affichage dans les communes de Rognac et de Vitrolles et au siège de la Métropole Aix Marseille Provence, établissement public de coopération intercommunale concerné en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques pendant au moins un mois.

Les maires des communes de Rognac et de Vitrolles et le président de la Métropole Aix Marseille Provence, établissement public de coopération intercommunale concerné en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques attestent de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage adressé au préfet des Bouches-du-Rhône.

Un avis mentionnant l'approbation du PPRT, ainsi que les lieux où les documents peuvent être consultés, est inséré par les soins du préfet, dans un journal local habilité à insérer des annonces légales dans le département.

### **Article 5**

Le présent arrêté et le plan de prévention des risques technologiques sont tenus à la disposition du public en mairies de Rognac et de Vitrolles, à la préfecture des Bouches-du-Rhône, en sous-préfecture d'Istres, au siège de la Métropole Aix Marseille Provence, établissement public de coopération intercommunale concerné en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques et sur les sites Internet de la DREAL Provence-Alpes-Côte-d'Azur à l'adresse: [www.paca.developpement-durable.gouv.fr](http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr) et de la préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse: <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

### **Article 6**

Le plan de prévention des risques technologiques vaut servitude d'utilité publique. Il doit être annexé aux plans locaux d'urbanisme des communes de Rognac et de Vitrolles dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article L.153-60 du code de l'urbanisme.

### **Article 7**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès du préfet des Bouches-du-Rhône ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre en charge de l'environnement.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille soit directement, en l'absence de recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 4, soit à l'issue d'un recours préalable dans les deux mois à compter de la notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant quatre mois à compter de la réception de la demande.

### **Article 8**

- le Secrétaire général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
  - le Sous-Préfet d'Istres,
  - le Président de la Métropole Aix Marseille Provence,
  - le Maire de Rognac,
  - le Maire des Vitrolles,
  - la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
  - le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le, 28 JUIN 2016

Le Préfet  
Stéphane BOUILLON

||